

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies permettant de vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. En savoir plus et gérer ces paramètres

Fermer x

BREXIT. L'UE serait-elle vraiment prête à accueillir une Ecosse indépendante ?

Depuis que le Royaume-Uni a voté sa sortie de l'UE, le gouvernement écossais a signifié son intention de se désolidariser de ce départ. L'Europe peut-elle accepter une Ecosse indépendante en son sein ?

Le 23 juin, l'Ecosse et l'Irlande du Nord ont voté *in* à hauteur de 62,2% et 55,7% lors du référendum sur le Brexit, mais ce sont l'Angleterre et le Pays de Galles qui ont déterminé le résultat, avec respectivement 54,6% et 55,5% pour le *out*. De quoi réveiller les velléités indépendantistes écossaises, deux ans après l'échec d'un référendum qui avait déjà fait couler beaucoup d'encre. Mais cette volonté est-elle bien accueillie dans l'Union européenne ?

Antécédents catalan... et écossais

Dans le passé, "l'UE a toujours essayé de contenir les sécessionnismes, qui risquaient de déstabiliser le système", rappelle Christian Lequesne, professeur à Sciences Po Paris. La question s'était posée en 2013, au plus fort des tensions entre l'Espagne et la Catalogne. La position de Bruxelles avait été claire : "Un Etat issu d'une sécession avec un Etat membre devrait repasser par toutes les étapes d'adhésion, comme un pays tiers", explique Christian Lequesne. Sans même être assurée de pouvoir effectivement adhérer à l'UE. En effet, comme le rappelle le chercheur :

"L'article qui fixe les conditions d'une adhésion est clair : cette entrée doit se faire à l'unanimité des membres. Dès lors, l'Espagne pourrait très bien s'opposer à une adhésion catalane."

Cela aurait été le cas pour la Catalogne, mais aussi pour l'Ecosse où, pas plus tard qu'en 2014, le SNP au pouvoir organisait un référendum qui devait décider d'une éventuelle sortie du Royaume-Uni et, de fait, de l'UE. Si le camp de l'indépendance l'avait emporté, la position de l'Union aurait été la même que pour la Catalogne, et l'Angleterre aurait pu opposer son veto à cette adhésion. C'est avec une certaine ironie que le Brexit repose désormais cette question... en sens inverse.

Situation inédite

La situation diffère désormais. "Nul doute que si le Royaume-Uni était encore européen, la résistance des Etats-membres [à une adhésion de l'Ecosse] serait toute autre. La situation d'aujourd'hui rend les négociations plus faciles, politiquement, pour les Ecossais", pose Christian Lequesne.

Pascal Lamy, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), renchérit :

"Nicola Sturgeon a un très bon argument pour réclamer l'adhésion de l'Ecosse à l'Union européenne si elle devient indépendante. Elle pourra dire : jusqu'ici, le scénario qui prévalait était que l'Ecosse sortirait de fait de l'UE en déclarant son indépendance et se heurterait au veto des Anglais pour y réadhérer. Aujourd'hui c'est l'inverse : ce sont les Anglais qui sortent, ils ne peuvent donc plus nous empêcher d'adhérer à l'Union" .



Le président du Parlement Européen Martin Schulz (droite) accueille la première ministre écossaise, Nicola Sturgeon (gauche) avant leur première réunion post-brexit. (THIERRY CHARLIER / AFP)

Rien ne dit pour autant que cette adhésion pourrait se faire simplement, et dans des délais raisonnables. D'une part, parce qu'une entrée de l'Ecosse dans l'UE présuppose une sortie du Royaume-Uni, et cette condition est encore loin d'être remplie.

D'autre part, selon Christian Lequesne, "le SNP de Nicola Sturgeon va chercher à consolider sa légitimité et affirmer sa différence, mais il ne va pas se précipiter vers un second référendum d'indépendance, deux ans après l'échec du premier".

Et même une fois cette indépendance acquise, il s'agirait ensuite de se faire reconnaître en tant qu'Etat indépendant dans le cadre du droit international, avant même de lancer les négociations avec l'UE.

A moins qu'un statut particulier ne soit accordé à l'Ecosse, compte tenu de la situation. C'est une piste que lance Vincent Laborderie, chercheur à l'Université Catholique de Louvain :

"Je ne serais pas surpris s'il était écrit, dans le traité de séparation avec le Royaume-Uni, que l'Ecosse demeurerait dans l'UE jusqu'à un référendum d'indépendance."

Si cette indépendance est, à terme, nécessaire, rien n'empêcherait selon lui d'adopter un statut transitoire, en attendant de voir si l'Ecosse choisit de quitter le Royaume-Uni afin de rester dans l'UE, ou qui sait, l'inverse.

Quid de l'intérêt européen ?

Mais si l'Ecosse souhaite rejoindre l'UE, l'UE souhaite-t-elle accueillir l'Ecosse ? "Cela marquerait un changement bienvenu pour l'Union européenne", analyse Vincent Laborderie.

"Elle passerait ainsi d'un espace économique, de libre échange, à un espace plus clairement géopolitique face aux autres puissances, dont le Royaume-Uni va désormais faire partie."

Même au-delà de ces considérations plus stratégiques, il voit peu de raisons de s'opposer à cette adhésion : "L'UE récupérerait un territoire qui a les mêmes valeurs, qui a une vraie volonté de vivre-ensemble, qui présente par ailleurs une moyenne économique au-dessus de celle de l'Europe (sans compter sur ses atouts maritimes, voire pétroliers).

En outre, cela aurait une vraie valeur d'argument face aux eurosceptiques, en apportant la preuve que tous les pays ne souhaitent pas quitter l'Union, certains préfèrent la rejoindre."

Même discours du côté de Pascal Lamy, qui ne voit "pas de raison valable de refuser l'entrée de l'Ecosse. Chypre est bien membre de l'Union européenne."

"Mais, il faut être pragmatique. L'accord avec l'UE sera ad hoc et nécessairement original", observe Vincent Laborderie. D'autant plus que d'autres questions se posent, comme celle de "la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, que personne ne souhaite voir rétablie".

L'Histoire nous dira si le Brexit et ses possibles conséquences feront figure d'exemple, qu'il s'agisse des modalités de départ ou, en cas d'adhésion de l'Ecosse, de celles de réintégration.

Martin Lavielle, avec Sarah Halifa-Legrand